

Un pour tous mais pas tous pour Hadopi

Hadopi, c'est qui ? Torpeur estivale et [retard de la Haute Autorité](#) pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet ([dans l'envoi des e-mails](#)) obligent, on l'avait presque oubliée la loi Création et Internet. Mais à grand renfort d'ateliers et d'interviews la Hadopi se rappelle à notre bon souvenir.

Éric Walter, secrétaire général de la Hadopi, dans Les Échos du 15 juillet, **Frédéric Mitterrand**, ministre de la Culture, dans l'émission [Médiaboliques](#) sur France Inter le 17 juillet et avant cela, le 7 juillet à l'Assemblée Nationale, **un atelier participatif de députés UMP**, « à quoi doit ressembler une loi 2.0 ? ». Ou comment prouver qu'Hadopi n'est pas encore enterré ?

Si tous ces messieurs communiquent, ils ne vont pas tous dans la même direction. Ainsi, le 7 juillet, **Jean-François Copé**, président du groupe UMP à l'Assemblée Nationale, laisse planer des doutes sur ses convictions hadopiennes.

Défenseur de la loi, il reconnaît pourtant avoir été conscient de ses « *faiblesses* » lors de son vote et avoue lors de cet atelier participatif avoir fait « *dans le secret de son bureau un petit mea culpa, parce qu'il a lui aussi...un peu évolué sur cette question* ». Kézako ? Ben, Hadopi n'est toujours pas en place, alors on prend ses distances.

Autre homme politique, autre son de cloche dans Les Échos le 15 juillet, en la personne du secrétaire général de la Haute Autorité. Chez Hadopi, tout va bien. Si « *tout le monde s'est focalisé sur la date d'envoi du premier mail d'avertissement* », **ce n'était pas le plus important.** « *Nous sommes dans une phase de test, explique Éric Walter, nous interconnectons notre système avec celui de la société chargée d'observer les œuvres*[Trident Media Guard, ndlr]*et avec celui des fournisseurs d'accès à Internet.* »

Éric Walter confirme également qu'aucune compensation financière pour repérer les contrevenants n'est prévue dans le budget de la Hadopi pour les FAI, mais que « **la Fédération française des télécoms leur a confirmé son entière collaboration**, et qu'aucun obstacle technique n'existe dans cette collaboration. » Ce n'est pas ce que nous avons compris après discussion [avec différents opérateurs](#).

De même, **le label pour les logiciels de sécurisation** qui permettrait, éventuellement, à l'internaute d'échapper à l'infraction de négligence caractérisée (dans le cas où son adresse IP est flashée) est toujours en phase de construction. « **Un chercheur travaille actuellement sur le sujet** », affirme Éric Walter. Il paraîtrait que les « *propositions [de ce chercheur] seront rendues publiques pour consultation ces jours-ci* » et même que l'on peut tabler sur des « *disponibilités commerciales [pour ces logiciels] pour le premier trimestre 2011.* »

Quant à **la carte jeunes**, peu d'espoir à nourrir de ce côté-là. Il s'agit en effet d'un « **thème périphérique** à Hadopi, la Haute Autorité n'étant pas impliquée dans le processus ». Comprenez, on verra plus tard, ou pas du tout.

Enfin, l'opération dédramatisation sur le mode « mais tout va très bien Madame la Marquise » continue le 17 juillet sur France Inter, dans l'émission Médiaboliques. Mieux que « tout va très bien Madame... », c'est **Hadopi**, « **ça marche très bien** » pour le ministre de la Culture. Frédéric

Mitterrand appelle à «encore un tout petit peu plus d'indulgence » car, « ne vous inquiétez pas, des e-mails, vous en recevrez. »

Pour le ministre, le retard importe peu. « **La chose la plus importante, c'est l'aspect pédagogique** quand même, car Hadopi a changé la manière dont on perçoit le piratage et le téléchargement illégal ou légal. »

Qui a dit usine à gaz ?